

MERITIUS®

AVOCATS - ADVOCATEN

Méritoire dans le droit

© Copyright MERITIUS

Dans ce numéro

- Panique au « pays des actions au porteur » 1**
- Les paiements par les cautions sont déductibles 2**
- Sans rouleaux de caisse, des taux journaliers ne sont pas 2**
- Les meubles du « châtelain » ne sont pas amortissables 3**
- Gare aux transferts entre comptes privés et professionnels 3**
- L'avis d'une autorité disciplinaire lie le fisc 3**
- La finalité légale continue à inspirer l'administration 4**
- Les immeubles « mixtes » toujours plus visés ! 4**

Panique au « pays des actions au porteur » !

Gérard MARTIN

Vous l'avez sans doute déjà entendu lors d'un séminaire ou à la radio, ou vous l'avez lu dans le journal : le nouveau gouvernement instaure une taxe sur la conversion des actions au porteur, dès le 1er janvier 2012.

A ce jour, seul en est connu cet extrait de la « déclaration de politique générale » (déclaration gouvernementale) : « **Une taxe sera appliquée à l'occasion de la conversion des titres au porteur en titres dématérialisés et en titres nominatifs** » (p. 82 sur 177...).

Le détail n'est pas précisé dans cette déclaration de « bonnes » intentions mais, de sources multiples et concordantes, le détenteur d'actions au porteur paiera une taxe de 1 % lorsqu'il les convertira en 2012, puis de 2% en 2013. Il ne s'agit certes que d'une mesure budgétaire qui doit encore être coulée en texte légal, mais ne nous faisons pas trop d'illusions sur cet impôt sur le capital qui ne dit pas son nom.

Si l'on rappelle que la loi du 14/12/2005 **supprime les titres au porteur**, en précisant que, s'ils n'ont pas encore été convertis, les derniers titres au porteur seront de plein droit convertis en titres dématérialisés **au plus tard le 31/12/2013**, on comprend que le piège se referme. Et deux ans plus tôt que prévu.

Il en est résulté une véritable commotion et on a suggéré un « run on the banks » et même « on the notaries ». Ce qui sera sans doute surtout le cas des actionnaires de SA familiales.

Jusqu'au 31/12/2011, les actions au porteur peuvent donc encore être converties – sans taxe – en *actions nominatives* (par inscription dans un registre), ou en *titres dématérialisés* (par inscription dans un compte titres).

Chacun savait de longue date que les actions au porteur devraient être converties avant

la fin 2013. S'y ajoute donc à présent une taxe (calculée sur la capitalisation de la société), pour ceux qui attendront le 1^{er} janvier (tout) prochain.

Une question se pose dès à présent (et s'imposera d'ici fin 2013) : cette conversion nécessite-t-elle une modification des statuts ?

La réponse à la question est nuancée. Il faut la chercher dans l'art. 453 C.Soc., qui énonce que les statuts doivent déterminer : « *la forme des titres (...) ainsi que les dispositions relatives à leur conversion dans la mesure où elles diffèrent de celles que la loi fixe* ».

Pas de problème si les statuts prévoient que les actions peuvent être « soit au porteur soit nominatives » : les actions au porteur disparaissant le 31/12/2013, on ne pourrait plus ensuite être trompé par des statuts qui mentionneraient encore des actions au porteur.

Mais quid des statuts qui prévoient *uniquement* des actions au porteur ? (voir p. 2)

L'art. 453 C.Soc. exige que, outre la forme des titres, les statuts déterminent « *les dispositions relatives à leur conversion dans la mesure où elles diffèrent de celles que la loi fixe* ». L'art. 462 dispose ensuite que « *les propriétaires de titres au porteur ou dématérialisés peuvent, à tout moment, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs* ». C.à.d. que, même si les statuts ne prévoient que des actions au porteur, tout actionnaire peut – et pourra – en demander la conversion en actions *nominatives*.

Aucune procédure spécifique n'est prévue, mais il est généralement admis que l'actionnaire doit adresser sa demande de conversion au Conseil d'administration. Lequel devra, dans un registre, inscrire la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, conformément à l'art. 463 C.Soc.

MERITIUS
ADVOCATEN - AVOCATS

Des actions dématérialisées ont sans doute un sens.

De tels titres peuvent être donnés via un « don bancaire », sans acte notarié (requis pour des titres nominatifs), et sans droits de donation.

Exactement comme pour l'actuel don manuel d'actions au porteur...

Pour les sociétés et/ou actionnaires qui envisagent de dématérialiser leurs actions (compte titres) ou de les rendre nominatives (registre), il y a urgence, si leurs statuts ne prévoient pas déjà que les titres au porteur peuvent être convertis ou dématérialisés.

En effet, ils ne peuvent pas s'appuyer sur l'art. 462 C.Soc., qui permet à tout actionnaire, de convertir ses actions au porteur (ou dématérialisées) en actions nominatives. Autrement dit, si ces SA veulent pouvoir convertir leurs actions au porteur en actions nominatives sans payer la nouvelle taxe, elles doivent **modifier leurs statuts devant notaire avant le 31 décembre 2011.**

Elles devront espérer que 100% des actionnaires seront présents ou que, si elles ont encore

le temps de convoquer une assemblée, les actionnaires comparissant devant le notaire représenteront au moins la moitié du capital (quorum minimum pour pouvoir modifier des statuts lors d'une première assemblée).

Reste une question et pas la moindre: des actions dématérialisées ont-elles un sens ? Sans doute oui, car de tels titres peuvent être donnés via un « don bancaire », c-à-d **sans acte notarié** (requis pour des titres nominatifs) et **sans droits de donation**, exactement comme pour l'actuel don manuel d'actions au porteur. Du moins aussi longtemps que les règles du jeu ne seront pas modifiées...

NB : pour mémoire, les taux de 1% en 2011 puis 2% en 2012 ne sont pas encore officiels,

Les paiements par les cautions sont déductibles

Philippe VANDEN POEL

Un gérant de société est contraint d'exécuter ses obligations de caution au bénéfice d'un créancier de sa société. Le fisc estime qu'il ne peut pas déduire ces paiements de ses revenus parce que, fût-il gérant de la société, il ne s'est pas porté caution dans le but de retirer des revenus professionnels immédiats de son mandat.

La Cour admet néanmoins que ce gérant a eu l'intention de renforcer les bénéfices de sa société

et d'augmenter son volume d'activités, qui générerait alors des pertes. Les charges, pertes et réductions de valeur subies par le redevable dans l'exercice de son activité professionnelle sont déductibles, sans qu'il doive être démontré que ces pertes sont supportées en vue d'obtenir des revenus taxables. Ce ne sont pas les frais consentis qui permettent d'obtenir ou conserver des revenus, mais bien l'activité professionnelle.

Anvers, 01/02/ 2011

Sans rouleaux de caisse, des totaux journaliers ne sont pas probants

Luc STOLLE

Un détaillant déclare ses revenus en transcrivant des totaux journaliers. Le contrôleur n'accepte pas ces chiffres parce qu'ils ne sont pas étayés par des rouleaux de caisse quotidiens et fiables.

Le contribuable soutient que sa déclaration bénéficie d'une présomption d'exactitude, et que c'est à l'administration fiscale de prouver que les chiffres déclarés sont incorrects. Le fisc répond que la comptabilité ne présente pas de garanties suffisantes pour être probante, ce à quoi le contribuable réplique que le contrôleur n'a jamais émis de critique sur sa comptabilité lors de contrôles précédents et, a fortiori, ne l'a jamais rejetée. La Cour repousse ce raisonnement, et n'admet pas que l'administration fiscale ait pu

créer une attente légitime chez ce contribuable.

Pour être fiable, une comptabilité doit avoir été établie de façon à constituer un ensemble minutieux et cohérent, et être construite autour d'éléments permettant de vérifier que les données mentionnées par le redevable concordent avec la réalité. Le contribuable doit veiller (dans les limites du possible et du raisonnable) à incorporer des éléments suffisants à convaincre un observateur externe et critique (le contrôleur) que sa comptabilité est fiable. In casu, on ne peut pas s'attendre à ce qu'un contrôleur soit a priori convaincu de la sincérité et de l'exactitude des chiffres déclarés. Une possibilité de contrôle journalier est une exigence élémentaire.

Gand, 04/01/2011



Les meubles du « châtelain » ne sont pas amortissables

Didier BAECKE

Un contribuable a cru pouvoir aménager son « manoir » aux frais du fisc. Qui n'a guère apprécié la tentative et a totalement rejeté les amortissements sur meubles et objets précieux.

Devant la Cour d'Appel de Gand, le fisc a obtenu gain de cause sur toute la ligne : des tableaux anciens ne subissent pas de dépréciation suite à l'exercice d'une activité professionnelle (ils sont « *tout au plus époussetés* »...), et ils ne peuvent donc pas être amortis. Ce raisonnement vaut aussi pour des objets décoratifs comme des cheminées, des vases, un médaillon, une gravure sur cuivre ou autres objets qui « *sont extrêmement peu manipulés* ».

Un service en argenterie n'est sujet qu'à une

usure minimale ; bien plus, du fait même d'être fabriqué en métal noble, il conserve sa valeur, si elle n'augmente pas. Un service en cristal ou en porcelaine d'une marque chère, ou des tapis persans sont les objets d'une telle valeur qu'on les utilise normalement assez peu, précisément pour éviter le risque de casse ou d'usure. Quant au mobilier antique, il est aussi vraisemblable qu'il prendra de la valeur. Et même des meubles décorés de manière particulière et élaborée, qui ne sont pas des antiquités mais pas non plus des meubles de série, ne sont pas sujets à usure ou dévalorisation.

Bien essayé...

Gand, 26/10/2010

Des versements réguliers d'un compte professionnel vers un compte d'épargne privé et inversément donnent au compte d'épargne un caractère mixte.

Dans de telles circonstances, affirmer que le compte d'épargne n'est utilisé qu'à des fins purement privées ne peut être vérifié que par l'examen de tous les extraits.

Gare aux transferts entre comptes privés et professionnels

Luc STOLLE

Un contribuable verse régulièrement de l'argent de son compte professionnel vers son compte d'épargne privé et inversément. Il est par conséquent obligé de produire au fisc tous les extraits de son compte d'épargne, s'ils lui sont demandés (art. 315 CIR/92).

La Cour d'Appel de Bruxelles confirme cette règle : de tels versements réguliers donnent au

compte d'épargne un caractère mixte. Dans de telles circonstances, affirmer que le compte d'épargne n'est utilisé qu'à des fins purement privées ne peut être vérifié que par l'examen de tous les extraits.

Ne pas communiquer ces extraits permet au fisc d'enrôler d'office (art. 351 CIR/92).

Bruxelles, 30/06/2011

L'avis d'une autorité disciplinaire lie le fisc

Philippe VAN DEN POEL

Le fisc demande les fiches des patients pour déterminer les revenus taxables de la société d'un dentiste. Ce sont les seules pièces sur base desquelles le fisc peut contrôler les revenus de prestations qui ne sont pas remboursées par la sécurité sociale.

Le législateur a institué une procédure spécifique pour régler les conflits potentiels entre l'obligation de coopérer (art. 315 CIR/92) et le secret professionnel (art. 458 C.Pén.). Si un contribuable se prévaut de son secret professionnel, le fisc peut demander l'intervention de l'autorité disciplinaire territorialement compétente. Ce qu'avait fait le fisc, ...pour se heurter à un « non ». Le fisc a donc assigné la société devant le tribunal pour

l'entendre condamnée à produire les fiches demandées.

En degré d'appel, la Cour constate que le fisc viole ainsi ses propres commentaires administratifs. Ceux-ci énoncent que les services de contrôle doivent s'incliner devant l'avis des autorités disciplinaires (v. Com. IR 92, n° 334/8).

Une telle attitude constitue une violation des principes de saine gestion, à savoir le principe de sécurité juridique et de légitime confiance dans le chef du contribuable.

La Cour rejette aussi l'argument selon lequel le principe constitutionnel de légalité primerait ce principe de légitime confiance (art. 170 G.W.).

Bruxelles, 01/06/2011





MERITIUS
ADVOCATEN - AVOCATS

La finalité légale continue à inspirer l'administration

Didier BAECKE

Selon l'administration, une SPRL qui octroie un prêt sans intérêt à une ASBL consent un avantage anormal et bénéficiaire. La SPRL ne peut démontrer « d'aucune manière plausible » qu'elle aurait **elle-même** « un intérêt à ce que l'ASBL utilise gratuitement son argent ». Dès lors qu'une SPRL « est constituée en vue de réaliser des bénéfices, il est inhabituel et anormal de mettre des fonds à disposition de tiers sans contre-prestation ».

L'évaluation de l'avantage anormal (qui doit être ajouté au bénéfice taxable de la SPRL, art. 26 CIR/92), sur base des taux d'intérêt de référence

déterminés par A.R. dans le cadre de l'estimation forfaitaire des avantages de toute nature que constituent des prêts « bon marché » aux employés et chefs d'entreprise (art. 18 AR, CIR/92) est, selon la Cour d'Anvers, correcte : l'administration peut fournir la preuve de ces taux d'intérêt par tous voies de droit, présomptions comprises. Or, ces taux d'intérêt de référence constituent selon la Cour une telle présomption.

Et il faut « appliquer cette méthode de calcul au titre de preuve au sens de l'art. 340 CIR/92 ».

Anvers, 28/06/2011

Les immeubles « mixtes » toujours plus visés !

Luc STOLLE

La SPRL d'un médecin a construit un bâtiment destiné en partie à l'habitation privée de la famille du gérant de la société. Les frais de construction de cette partie privée avaient été intégralement déduits des revenus de la SPRL.

Selon la Cour d'Appel de Liège, ces dépenses n'ont aucun lien avec l'obtention ou la conservation de revenus. Elles ne se rapportent pas non plus au but social, même si les statuts de la société lui permettent d'exercer toutes activités mobilières et immobilières.

La Cour compare l'importance de l'investissement relatif à la partie privée avec le loyer mensuel modique, et en déduit que la SPRL ne peut pas raisonnablement soutenir qu'elle a exposé de tels frais pour obtenir ou conserver des revenus professionnels sous forme d'un loyer.

Ces frais ne répondent donc pas aux conditions de l'art. 49 CIR/92 et ne peuvent pas être déduits au titre de frais professionnels.

Liège, 20/02/2008

Nos cabinets:

MERITIUS BRUSSELS

Avenue Georges Henrilaan 431 - 1200 Bruxelles
Tel. +32 (0)2 735 91 56 - Fax +32 (0)2 734 35 00
info.brussels@meritius.be

MERITIUS ANTWERPEN

Jules Moretuslei 374-376 - 2610 Antwerpen
Tel. +32 (0)3 825 55 00 - Fax +32 (0)3 825 56 00
info.antwerpen@meritius.be

MERITIUS GENT

Martelaarslaan 402 - 9000 Gent
Tel. +32 (0)9 269 70 70 - Fax +32 (0)9 269 70 71
info.gent@meritius.be

MERITIUS MONS

Rue Ste Gertrude 1 - 7070 Le Roeulx
Tel. +32 (0)64 66 50 12 - Fax +32 (0)64 67 60 93
info.mons@meritius.be

MERITIUS NAMUR

Rue des Aubépines 44 - 5101 Namur (Erpent)
Tel. +32 (0)81 322 270 - Fax +32 (0)81 322 279
info.namur@meritius.be

Visitez notre site web: www.meritius.be



MERITIUS is a member of **CYRUS ROSS INTERNATIONAL EEIG**

With member offices in Austria, Belgium, Bulgaria, Denmark, Finland, France, Germany, Great Britain, Ireland, Italy, Luxembourg, Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland

www.cyrusross.com